

RCS : ORLEANS
Code greffe : 4502

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ORLEANS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 D 00845
Numéro SIREN : 798 542 080
Nom ou dénomination : A MUVRA

Ce dépôt a été enregistré le 06/02/2024 sous le numéro de dépôt 901

**A MUVRA
Société civile immobilière
au capital de 1 000 euros
Siège social : 5 rue des Muids
45140 INGRE
798 542 080 RCS ORLEANS**

**PROCÈS-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 14 DECEMBRE 2023**

**L'an deux mille vingt-trois,
Le quatorze décembre,
A quinze heures,**

Les associés de la société A MUVRA se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation de la gérance.

Conformément aux dispositions statutaires, il a été établi une feuille de présence signée par les associés présents.

Sont présents :

- Monsieur Yannick LELANDAIS, titulaire de 50 parts sociales en pleine propriété,
- Madame Virginie LELANDAIS, titulaire de 50 parts sociales en pleine propriété,

L'Assemblée Générale est présidée par Monsieur Yannick LELANDAIS, en sa qualité de Gérant de la société,

Le Président de l'Assemblée constate que l'Assemblée Générale est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Prise d'acte d'un projet d'apport des titres et agrément de nouveaux associés,
- Modifications corrélatives des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président de l'Assemblée dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- la feuille de présence et la liste des associés,

Le Président déclare que les documents visés ci-dessus ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition au siège social à compter de la convocation de l'Assemblée.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Puis le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte de deux projets d'apport de titres concernant :

- 49 parts sociales numérotées de 2 à 50, appartenant à Monsieur Yannick LELANDAIS, au profit de la société ALTA ROCCA, société par actions simplifiée, au capital de 1 000 euros, ayant son siège social 5 rue des Muids, 45140 INGRE, immatriculée au RCS sous le numéro 909 324 691.
- 50 parts sociales numérotées de 51 à 100, appartenant à Madame Virginie LELANDAIS, au profit de la société ALTA ROCCA, société par actions simplifiée, au capital de 1 000 euros, ayant son siège social 5 rue des Muids, 45140 INGRE, immatriculée au RCS sous le numéro 909 324 691.

Conformément aux statuts et notamment à l'article 16 des statuts, l'Assemblée Générale décidé d'agréer en qualité de nouvelle associée, la société ALTA ROCCA.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, en conséquence de la résolution précédente, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts comme suit :

Ajout d'un alinéa à l'ARTICLE 6 – APPORTS

« Par acte d'apport de titres en date du 14 décembre 2023:

- Monsieur Yannick LELANDAIS a fait apport à la société ALTA ROCCA de 49 parts sociales lui appartenant numérotées de 2 à 50
- Madame Virginie LELANDAIS a fait apport à la société ALTA ROCCA de 50 parts sociales lui appartenant numérotées de 51 à 100 »

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

« Le capital social est fixé à la somme de MILLE EUROS (1 000€).

Il est divisé en CENT (100) parts sociales de DIX EUROS (10€) chacune attribuées comme suit :

- **La société A LTA ROCCA,**
A concurrence de 99 parts sociales en pleine propriété,
Numérotées de 2 à 100, ci 99 parts sociales
- **Monsieur Yannick LELANDAIS,**
A concurrence de 1 part sociale en pleine propriété,
Numérotée 1 1 part sociale

Total égal au nombre de parts sociales

100 parts sociales »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

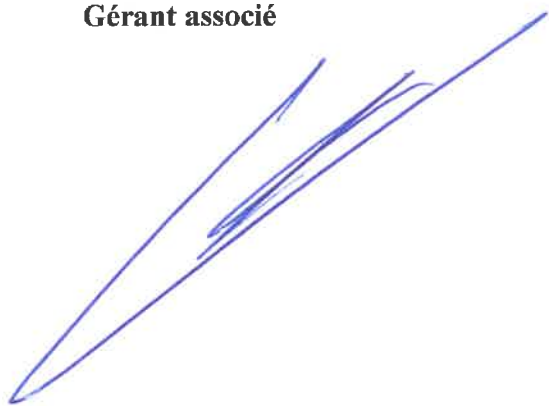
Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant et l'associée.

Monsieur Yannick LELANDAIS,
Gérant associé

Mme Virginie LELANDAIS,
Associée



CONTRAT D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Madame Virginie LELANDAIS

Née HENRY le 11 aout 1974 à ORLEANS de nationalité française,

Demeurant 4 rue de la Monnaie, 45140 INGRE

Mariée sous le régime de la communauté d'acquêts, avec Monsieur Yannick LELANDAIS, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de SARAN (45770), le 19 juin 1999.

**Ci-après dénommée "l'apporteur",
D'une part,**

ET

La société ALTA ROCCA,

société par actions simplifiée

Au capital de 1 000 euros,

Ayant son siège social 5 rue des Muids, 45140 INGRE,

Immatriculée au RCS sous le numéro 909 324 691 RCS ORLEANS,

Représentée aux présentes par son Président, Monsieur Yannick LELANDAIS,

**Ci-après dénommée "la Société bénéficiaire",
D'autre part,**

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

APPORT

L'apporteur, soussignée de première part, apporte à la société ALTA ROCCA, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par Monsieur Yannick LELANDAIS, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

1 – Description des biens apportés :

- Titres de la société SCI A MUVRA

CINQUANTE (50) parts sociales numérotées de 51 à 100, lui appartenant dans la société SCI A MUVRA, société civile immobilière au capital de 1 000 euros, ayant son siège social 5 rue des Muids, 45140 INGRE, immatriculée au RCS d'ORLEANS sous le numéro 798 542 080, qui a pour objet :

« Acquisition de biens immobiliers. La gestion et l'administration desdits biens ainsi que de tous biens et droits immobiliers dont la société sera propriétaire. L'emprunt des fonds nécessaires aux acquisitions sus relatées et la constitution des garanties y relatives. Et plus généralement, la réalisation de toutes opérations, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social sus décrit, pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société. »

VL

42

- Titres de la société SCI LOC&PARK 45

CINQUANTE (50) parts sociales numérotées de 51 à 100, lui appartenant dans la société SCI LOC&PARK 45, société civile immobilière au capital de 1 000 euros, ayant son siège social au 5 rue des Muids, 45140 INGRE, immatriculée au RCS d'ORLEANS sous le numéro 752 103 150, qui a pour objet :

« La propriété et la gestion, à titre civil, de tous les biens immobiliers, à quelque endroit qu'ils se trouvent, de toute participation dans toutes sociétés. L'acquisition, la prise à bail, la propriété ou la copropriété de terrains, d'immeubles construits ou en cours de construction ou à rénover, de tous biens immeubles ou de tous biens meubles. La construction sur les terrains dont la société est, ou pourrait devenir propriétaire ou locataire, d'immeubles collectifs ou individuels à usage d'habitation, commercial, industriel, professionnel ou mixe. La réfection, la rénovation, la réhabilitation d'immeubles anciens, ainsi que la réalisation de tous travaux ou transformation, amélioration, installations nouvelles conformément à leur destination. L'administration, la mise en valeur et l'exploitation par bail ou autrement des biens sociaux. L'obtention de toutes ouvertures de crédits et facilités de caisse avec ou sans garantie hypothécaire des biens sociaux. La souscription de tout crédit-bail. »

2 – Origine de propriété des biens apportés :

- Titres de la société SCI A MUVRA

Les parts sociales présentement apportées constituent un bien commun de Madame Virginie LELANDAIS pour les avoir reçues à la constitution de la société.

- Titres de la société SCI LOC&PARK 45

Les parts sociales présentement apportées constituent un bien commun de Madame Virginie LELANDAIS pour les avoir reçues à la constitution de la société.

3 – Evaluations des biens apportés :

- Titres de la société SCI A MUVRA

Lesdits biens sont évalués à la somme de *QUATRE-VINGT ONZE MILLE CINQ CENTS EUROS* (91 500€).

- Titres de la société SCI LOC&PARK 45

Lesdits biens sont évalués à la somme de *QUATRE CENT QUATRE-VINGT DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS* (492 500€).

L'ensemble des évaluations ci-dessus retenues ont fait l'objet d'un rapport du cabinet BR AUDIT, désigné en qualité de Commissaire aux apports. Un original du rapport demeure annexé au présent contrat.

UL 42

DECLARATIONS DE L'APPORTEUR

L'apporteur déclare :

- Qu'elle a la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et plus spécialement, qu'elle ne fait pas présentement, l'objet d'une procédure collective, ni n'est susceptible de l'être en raison de ses professions et fonctions, ni n'est en état de cessation des paiements ou de surendettement ;
- Qu'il n'existe de son chef aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition des parts apportées, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;
- Que les parts apportées sont libres de tout nantissement, gage sans dépossession, promesse de nantissement, et ne sont pas comprises dans un engagement de conservation des titres permettant de bénéficier d'un quelconque avantage fiscal ;
- Et que la société dont les actions sont présentement apportées n'est pas en état de cessation des paiements, ni n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires.

RÉMUNÉRATION DE L'APPORT

L'apport ci-dessus décrit évalué à la somme globale 584 000 euros est consenti et accepté moyennant l'attribution à Madame Virginie LELANDAIS de 832 actions nouvelles d'une valeur nominale de 10 euros chacune, entièrement libérées, à créer par la société ALTA ROCCA à titre d'augmentation de son capital pour un montant de 8 320 euros à raison de 1 action nouvelle pour 1 action ancienne.

Les 832 actions nouvelles seront émises au prix unitaire 10 euros, soit avec une prime d'apport de 575 680 euros.

La prime d'apport globale de 575 680 euros sera inscrite à un compte spécial au passif du bilan sur lequel porteront les droits des associés anciens et nouveaux et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'assemblée générale.

Les actions nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital entièrement assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

Leurs droits aux dividendes s'exerceront pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à cette date de réalisation.

Ces actions seront négociables dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

VÉRIFICATION ET APPROBATION DE L'APPORT

L'apport qui précède ne deviendra définitif qu'après réalisation des conditions suivantes :

- Approbation de l'évaluation de l'apport et de l'octroi d'avantages particuliers éventuels et constatation de la réalisation de l'augmentation de capital par l'associé ou les associés.

La réalisation de ces conditions devra intervenir au plus tard le 31 décembre 2023 à défaut, le présent acte sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- l'apporteur à son domicile,
- la Société bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes.

AFFIRMATION DE SINCÉRITÉ

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

ENREGISTREMENT

Le présent apport sera enregistré gratuitement dans les conditions prévues à l'article 810, I du Code général des impôts.

IMPOT SUR LA PLUS-VALUE

L'apporteur reconnaît avoir été averti de l'obligation de déclarer avec l'ensemble de ses revenus, la plus-value éventuelle qu'il pourrait avoir réalisé à l'occasion du présent apport et déclare expressément vouloir bénéficier du report d'imposition dans les conditions de l'article 150-0 b ter du Code général des impôts.

L'apporteur s'engage à respecter les règles prévues à l'article 150-0 b ter du Code général des impôts et notamment l'ensemble des obligations déclaratives prévues par ce texte.

FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de la Société bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

Fait à INGRE

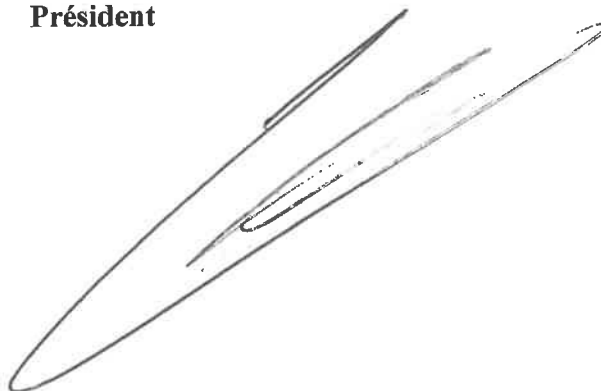
Le 14 décembre 2023

En 6 exemplaires

**Madame Virginie LELANDAIS,
L'apporteur**



**La société ALTA ROCCA,
La société bénéficiaire,
Représentée par M. Yannick LELANDAIS
Président**



CONTRAT D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Monsieur Yannick LELANDAIS

Né le 20 aout 1974 à PITHIVIERS de nationalité française,

Demeurant 4 rue de la Monnaie, 45140 INGRE

Marié sous le régime de la communauté d'acquêts, avec Madame Virginie HENRY, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de SARAN (45770), le 19 juin 1999.

**Ci-après dénommé "l'apporteur",
D'une part,**

ET

La société ALTA ROCCA,

société par actions simplifiée

Au capital de 1 000 euros,

Ayant son siège social 5 rue des Muids, 45140 INGRE,

Immatriculée au RCS sous le numéro 909 324 691 RCS ORLEANS,

Représentée aux présentes par son Président, Monsieur Yannick LELANDAIS,

**Ci-après dénommée "la Société bénéficiaire",
D'autre part,**

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

APPORT

L'apporteur, soussigné de première part, apporte à la société ALTA ROCCA, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par Monsieur Yannick LELANDAIS, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

1 – Description des biens apportés :

- Titres de la société SCI A MUVRA

QUARENTE-NEUF (49) parts sociales numérotées de 2 à 50, lui appartenant dans la société SCI A MUVRA, société civile immobilière au capital de 1 000 euros, ayant son siège social 5 rue des Muids, 45140 INGRE, immatriculée au RCS d'ORLEANS sous le numéro 798 542 080, qui a pour objet :

« Acquisition de biens immobiliers. La gestion et l'administration desdits biens ainsi que de tous biens et droits immobiliers dont la société sera propriétaire. L'emprunt des fonds nécessaires aux acquisitions sus relatées et la constitution des garanties y relatives. Et plus généralement, la réalisation de toutes opérations, se rattachant directement ou indirectement à

✓

l'objet social sus décrit, pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société. »

- Titres de la société SCI LOC&PARK 45

QUARANTE-NEUF (49) parts sociales numérotées de 2 à 50, lui appartenant dans la société SCI LOC&PARK 45, société civile immobilière au capital de 1 000 euros, ayant son siège social au 5 rue des Muids, 45140 INGRE, immatriculée au RCS d'ORLEANS sous le numéro 752 103 150, qui a pour objet :

« La propriété et la gestion, à titre civil, de tous les biens immobiliers, à quelque endroit qu'ils se trouvent, de toute participation dans toutes sociétés. L'acquisition, la prise à bail, la propriété ou la copropriété de terrains, d'immeubles construits ou en cours de construction ou à rénover, de tous biens immeubles ou de tous biens meubles. La construction sur les terrains dont la société est, ou pourrait devenir propriétaire ou locataire, d'immeubles collectifs ou individuels à usage d'habitation, commercial, industriel, professionnel ou mixte. La réfection, la rénovation, la réhabilitation d'immeubles anciens, ainsi que la réalisation de tous travaux ou transformation, amélioration, installations nouvelles conformément à leur destination. L'administration, la mise en valeur et l'exploitation par bail ou autrement des biens sociaux. L'obtention de toutes ouvertures de crédits et facilités de caisse avec ou sans garantie hypothécaire des biens sociaux. La souscription de tout crédit-bail. »

- Titres de la société SARL MOTOPARK 45

CENT (100) parts sociales numérotées de 1 à 100, lui appartenant dans la société SARL MOTOPARK 45, société à responsabilité limitée au capital de 5 000 euros, ayant son siège social au 5 rue des Muids, 45140 INGRE, immatriculée au RCS d'ORLEANS sous le numéro 788 542 090, qui a pour objet :

« La société a pour objet l'achat, la vente de tous véhicules motorisés, exportation, importation, réparation, carrosserie, peinture, mécanique tous véhicules motorisés et toutes activités connexes. »

- Titres de la société SARL T.L.D.

QUATRE-VINGT DIX (90) parts sociales numérotées de 211 à 300, lui appartenant dans la société SARL T.L.D. société à responsabilité limitée au capital de 3 000 euros, ayant son siège social au 9 rue des Muids, 45140 INGRE, immatriculée au RCS d'ORLEANS sous le numéro 524 701 984, qui a pour objet :

« Transport public routier de marchandises, la livraison, le déménagement. »

2 – Origine de propriété des biens apportés :

- Titres de la société SCI A MUVRA

Les parts sociales présentement apportées constituent un bien commun de Monsieur Yannick LELANDAIS pour les avoir reçues à la constitution de la société.

- Titres de la société SCI LOC&PARK 45

Les parts sociales présentement apportées constituent un bien commun de Monsieur Yannick LELANDAIS pour les avoir reçues à la constitution de la société.

- Titres de la société SARL MOTOPARK 45

Les parts sociales présentement apportées constituent un bien commun de Monsieur Yannick LELANDAIS pour les avoir reçues à la constitution de la société.

- Titres de la société SARL T.L.D.

Les parts sociales présentement apportées constituent un bien commun de Monsieur Yannick LELANDAIS pour les avoir acquis le 12 juin 2017 par suite d'une cession de parts sociales.

3 – Evaluations des biens apportés :

- Titres de la société SCI A MUVRA

Lesdits biens sont évalués à la somme de *QUATRE-VINGT NEUF MILLE SIX CENT SOIXANTE-DIX EUROS* (89 670€).

- Titres de la société SCI LOC&PARK 45

Lesdits biens sont évalués à la somme de *QUATRE CENT QUATRE-VINGT DEUX MILLE SIX CENT CINQUANTE EUROS* (482 650€).

- Titres de la société SARL MOTOPARK 45

Lesdits biens sont évalués à la somme de *CENT MILLE EUROS* (100 000€).

- Titres de la société SARL T.L.D.

Lesdits biens sont évalués à la somme de *CENT VINGT ET UN MILLE EUROS* (121 000€).

L'ensemble des évaluations ci-dessus retenues ont fait l'objet d'un rapport du cabinet BR AUDIT, désigné en qualité de Commissaire aux apports. Un original du rapport demeura annexé au présent contrat.

DECLARATIONS DE L'APPORTEUR

L'apporteur déclare :

- Qu'il a la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et plus spécialement, qu'il ne fait pas présentement, l'objet d'une procédure collective, ni n'est susceptible de l'être en raison de ses professions et fonctions, ni

- n'est en état de cessation des paiements ou de surendettement ;
- Qu'il n'existe de son chef aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition des parts apportées, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;
 - Que les parts apportées sont libres de tout nantissement, gage sans dépossession, promesse de nantissement, et ne sont pas comprises dans un engagement de conservation des titres permettant de bénéficier d'un quelconque avantage fiscal ;
 - Et que la société dont les actions sont présentement apportées n'est pas en état de cessation des paiements, ni n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires.

RÉMUNÉRATION DE L'APPORT

L'apport ci-dessus décrit évalué à la somme globale 793 320 euros est consenti et accepté moyennant l'attribution à Monsieur Yannick LELANDAIS de 1131 actions nouvelles d'une valeur nominale de 10 euros chacune, entièrement libérées, à créer par la société ALTA ROCCA à titre d'augmentation de son capital pour un montant de 11 310 euros à raison de 1 action nouvelle pour 1 action ancienne.

Les 1131 actions nouvelles seront émises au prix unitaire 10 euros, soit avec une prime d'apport de 782 010 euros.

La prime d'apport globale de 782 010 euros sera inscrite à un compte spécial au passif du bilan sur lequel porteront les droits des associés anciens et nouveaux et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'assemblée générale.

Les actions nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital entièrement assimilées aux actions anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

Leurs droits aux dividendes s'exerceront pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à cette date de réalisation.

Ces actions seront négociables dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

VÉRIFICATION ET APPROBATION DE L'APPORT

L'apport qui précède ne deviendra définitif qu'après réalisation des conditions suivantes :

- Approbation de l'évaluation de l'apport et de l'octroi d'avantages particuliers éventuels et constatation de la réalisation de l'augmentation de capital par les associés.

La réalisation de ces conditions devra intervenir au plus tard le 31 décembre 2023 à défaut, le présent acte sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- l'apporteur à son domicile,
- la Société bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes.

AFFIRMATION DE SINCÉRITÉ

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

ENREGISTREMENT

Le présent apport sera enregistré gratuitement dans les conditions prévues à l'article 810, I du Code général des impôts.

IMPOT SUR LA PLUS-VALUE

L'apporteur reconnaît avoir été averti de l'obligation de déclarer avec l'ensemble de ses revenus, la plus-value éventuelle qu'il pourrait avoir réalisé à l'occasion du présent apport et déclare expressément vouloir bénéficier du report d'imposition dans les conditions de l'article 150-0 b ter du Code général des impôts.

L'apporteur s'engage à respecter les règles prévues à l'article 150-0 b ter du Code général des impôts et notamment l'ensemble des obligations déclaratives prévues par ce texte.

FRAIS

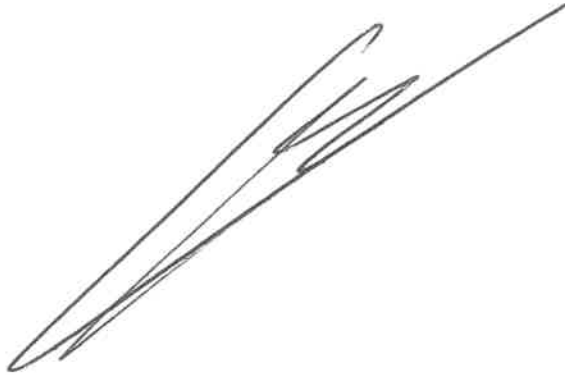
Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de la Société bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

Fait à INGRE
Le 14 décembre 2023
En 6 exemplaires

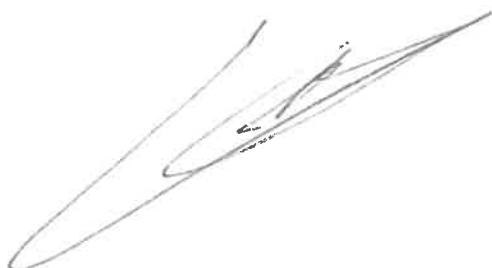
Monsieur Yannick LELANDAIS,
L'apporteur



La société ALTA ROCCA,
La société bénéficiaire,
Représentée par M. Yannick LELANDAIS
Président



A MUVRA
Société civile immobilière
au capital de 1 000 euros
Siège social : 5 rue des Muids
45140 INGRE
798 542 080 RCS ORLEANS

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'A' followed by a series of loops and a final flourish.

STATUTS

COPIE CERTIFIÉE
CONFORME À L'ORIGINAL

Statuts mis à jour par AGE du 14 décembre 2023

A MUVRA
Société civile immobilière au capital de 1 000 euros
Siège social : 5 rue des Muids – 45140 INGRE
R.C.S. ORLEANS 798 542 080

STATUTS

Le soussigné :

- Mr LELANDAIS Yannick, demeurant 594 rue Anatole Fauchoux à SARAN (45770), né le 20 aout 1974 à PITHIVIERS (Loiret), de nationalité française, époux de Mme HENRY Virginie sans contrat préalable à leur union célébrée à la mairie de SARAN (45770), le 19 juin 1999,

Etant ainsi rappelé ci qui suit :

La société LAV PARK 45 a été constituée initialement par l'associé sus-désigné suivant acte s.s.p à SARAN (45770) le 4 novembre 2013, sous forme d'une société à responsabilité limitée. Suivant décision unanime des associés réunis en assemblée générale extraordinaire le 31 juillet 2021, il a été décidé de la transformation de la société en société civile immobilière sans création d'un être moral nouveau.

TITRE PREMIER. - FORME, OBJET, DÉNOMINATION, SIEGE, DURÉE, PROROGATION, DISSOLUTION

Article 1er - Forme

La société est une société civile qui sera régie par les dispositions du Titre IX du Livre III du Code civil, du Décret n.78-704 du 3 juillet 1978 et par toutes les dispositions légales ou réglementaires applicables en pareille matière ainsi que par les présents statuts.

Article 2. - Dénomination

La dénomination de la société est : **A MUVRA**

La dénomination sociale doit figurer sur tous les actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers. Si la dénomination ne comprend pas les mots "société civile", dans tous les actes, factures, documents susvisés, la dénomination sociale devra être accompagnée des mots "société civile" suivis de l'indication du capital social, de l'adresse du siège social et du numéro d'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Article 3. - Objet

La société a pour objet :

- l'acquisition de biens immobiliers,
- la gestion et l'administration desdits biens ainsi que de tous biens et droits immobiliers dont la société sera propriétaire,
- l'emprunt des fonds nécessaires aux acquisitions sus relatées et la constitution des garanties y relatives,
- et plus généralement, la réalisation de toutes opérations, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social sus décrit, pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société.

Article 4. - Siège social

Le siège social est fixé à INGRE (45140), 5 rue des Muids.

Il peut être transféré en tout autre endroit sur décision extraordinaire des associés.

Article 5. - Durée, prorogation, dissolution

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

La société pourra être prorogée ou dissoute par anticipation, par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Un an au moins avant l'expiration de la société, une assemblée générale extraordinaire des associés devra être réunie pour statuer sur l'opportunité de sa prorogation, en application de l'article 1844-6 du Code civil.

A défaut et après une mise en demeure adressée à la gérance et demeurée sans effet, tout associé peut demander au président du tribunal de grande instance du lieu du siège, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la réunion et la décision ci-dessus.

La société n'est pas dissoute par le décès d'un ou plusieurs associés; elle continue entre le ou les associés survivants, et les héritiers ou représentants du ou des associés prédécédés qui devront toutefois solliciter l'agrément des autres associés dans les conditions et selon les modalités relatives à l'article 16 des présentes.

De même, elle n'est pas dissoute par l'incapacité civile, la déconfiture, le redressement ou la liquidation judiciaires ou la faillite personnelle d'un ou plusieurs associés.

TITRE II. - APPORTS, CAPITAL SOCIAL

Article 6. - Apports

Le soussigné apporte à la société, savoir :

1- Apports en Numéraire

Mr Yannick LELANDAIS	1 000.00 euros
----------------------	----------------

Laquelle somme a été déposée par les associés au crédit d'un compte bancaire ouvert au nom de la société en formation. Conformément à la loi, le retrait de cette somme ne pourra être effectué qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et sur présentation du certificat du greffier attestant l'accomplissement de cette formalité.

2- Récapitulatif des Apports

Mr Yannick LELANDAIS	1 000.00 euros
----------------------	----------------

Total	1 000.00 euros
-------	----------------

Par acte d'apport de titres en date du 14 décembre 2023:

- Monsieur Yannick LELANDAIS a fait apport à la société ALTA ROCCA de 49 parts sociales lui appartenant numérotées de 2 à 50
- Madame Virginie LELANDAIS a fait apport à la société ALTA ROCCA de 50 parts sociales lui appartenant numérotées de 51 à 100

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

« Le capital social est fixé à la somme de MILLE EUROS (1 000€).

Il est divisé en CENT (100) parts sociales de DIX EUROS (10€) chacune attribuées comme suit :

- | | |
|--|-------------------------------|
| - La société A LTA ROCCA,
A concurrence de 99 parts sociales en pleine propriété,
Numérotées de 2 à 100, ci | 99 parts sociales |
| - Monsieur Yannick LELANDAIS,
A concurrence de 1 part sociale en pleine propriété,
Numérotée 1 | 1 part sociale |
| Total égal au nombre de parts sociales | -----
100 parts sociales » |

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que les parts sociales sont intégralement libérées et qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus.

Article 8. - Augmentation et réduction de capital

Le capital pourra être augmenté ou diminué, en une ou plusieurs fois, par décision de l'assemblée générale extraordinaire.

Ces opérations d'augmentation et de réduction du capital, pourront avoir lieu, selon les cas, au moyen de création de parts sociales nouvelles, de l'élévation ou de la diminution de la valeur nominale des parts existantes, de l'échange de parts sociales ou de l'annulation de parts sans échange.

L'augmentation de capital pourra avoir lieu soit au moyen d'apports nouveaux en numéraire ou en nature, soit au moyen d'une capitalisation de réserves ou de bénéfices.

En cas d'apports nouveaux en numéraire, ceux-ci pourront être libérés par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

Les associés organiseront, s'ils le jugent opportun, toutes modalités de souscription, avec ou sans droit préférentiel à titre irréductible et réductible ou primes d'émission.

La réduction de capital a lieu en vue de la résorption des pertes ou en vue, soit du remboursement, soit du rachat des parts sociales ou encore par voie d'attribution de biens sociaux.

TITRE III. - PARTS SOCIALES, DROITS ET OBLIGATIONS GÉNÉRAUX DES ASSOCIÉS

Article 9. - Titres, certificats

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Des certificats représentatifs de leurs parts peuvent être remis aux associés. Ils doivent être intitulés "certificats représentatifs de parts" et très lisiblement barrés de la mention "non négociable".

Ils sont établis au nom de chaque associé pour le total des parts détenues par lui.

Article 10. - Droits aux bénéfices

Chaque part sociale confère à son représentant un droit égal, d'après le nombre de parts existantes, dans le bénéfice de la société et dans l'actif social.

Article 11. - Droit de communication et d'intervention dans la vie sociale

Outre le droit d'information annuel à l'occasion de l'approbation des comptes visé à l'article 26 ci-après, les associés ont le droit d'obtenir, au moins une fois l'an, communication des livres et documents sociaux.

L'associé pourra ainsi prendre par lui-même, au siège social, connaissance de tous les livres et documents sociaux, des contrats, factures, correspondance, procès-verbaux et plus généralement de tout document établi par la société ou reçu par elle mois, conformément aux dispositions de l'article 1855 du Code civil.

Également une fois l'an, chaque associé peut poser toutes questions écrites concernant la gestion de la société, au gérant de celle-ci qui devra répondre dans le délai d'un mois, conformément aux dispositions dudit article 1855 du Code précité.

Tout associé peut participer aux décisions collectives et y voter, dans les conditions relatives à l'article 23 des présentes. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Article 12 - Droit de retrait

Sans préjudice des droits des tiers, un associé peut se retirer totalement ou partiellement de la société après autorisation donnée par une décision unanime, les voix du retenant n'étant pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité) des autres associés.

La demande de retrait est notifiée à la société et aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le retrait peut également être autorisé pour justes motifs par une décision de justice.

A moins qu'il ne soit fait application de l'article 1844-9, alinéa 3, du Code civil, l'associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur de ses droits sociaux, fixée, à défaut d'accord amiable, conformément à l'article 1843-4 dudit code.

Article 13. - Obligations des associés

A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leur part dans le capital social à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la personne morale.

Article 14. - Indivisibilité des parts et permanence des droits et obligations correspondants

Les parts sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

Les copropriétaires indivis, les héritiers ou les ayants droit d'un associé décédé sont tenus de se faire représenter auprès de la société par l'un d'entre eux, considéré par elle comme seul propriétaire.

A défaut d'entente, il appartient à la partie la plus diligente de se pourvoir pour faire désigner en justice un mandataire chargé de représenter tous les copropriétaires, conformément à l'article 1844, alinéa 1 du Code civil.

Si une part est grevée d'un usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent.

La possession d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants cause et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la société ni en demander le partage ou la licitation.

En aucun cas, les engagements définis aux présents statuts ne peuvent être augmentés sans l'accord individuel de l'associé concerné.

Article 15. - Comptes courants

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à la disposition de la société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Le montant maximum desdites sommes, les conditions de remboursement, la fixation des intérêts sont fixés par accord entre la gérance et les intéressés.

TITRE IV. - CESSIONS, TRANSMISSIONS ET NANTISSEMENT DES PARTS SOCIALES

Article 16. - Parts sociales. Cessions. Agrément

Toute cession de part doit être constatée par écrit, soit par acte sous seing privé enregistré, soit par acte notarié.

Elle est opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code civil.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et après publication conformément aux dispositions réglementaires.

Lorsque deux époux sont simultanément membres de la Société, les cessions faites par l'un d'eux à l'autre doivent, pour être valables, résulter d'un acte notarié ou d'un acte sous seing privé ayant acquis date certaine autrement que par le décès du cédant, en application des dispositions de l'article 1861, dernier alinéa, du Code civil.

Les cessions de parts sociales entre vifs sont libres entre associés, entre ascendants et descendants.

Toutes autres cessions sont soumises à l'agrément préalable obtenu par décision unanime des associés.

Lorsque l'agrément est requis, l'associé qui envisage de céder ses parts devra notifier le projet de cession à la société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dans les trente jours de la notification du projet de cession à la société par le Cédant, la gérance consultera par écrit tous les associés, à l'exception du Cédant, afin de solliciter leur agrément à la cession envisagée.

Dans les trente jours de l'envoi de la lettre de la gérance, chaque associé fera savoir s'il donne son agrément ou non à ladite cession, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social de la société.

Dans la négative, il fera connaître le nombre de parts qu'il se propose d'acquérir. A défaut d'une réponse de l'associé, dans les formes et délai ci-dessus relatés, son agrément sera réputé avoir été donné tacitement.

La gérance notifiera au Cédant, dans le délai maximal de quatre-vingt-dix jours à compter de la demande d'agrément de ce dernier, par lettre recommandée avec avis de réception, la réponse des associés.

Si la cession des parts est agréée, elle devra être régularisée avant l'expiration d'un délai de soixante jours à compter de la notification de l'agrément. Passé ce délai, le Cédant sera réputé avoir renoncé à la cession projetée.

En cas de refus d'agrément, chaque associé peut se porter acquéreur des parts. Lorsque plusieurs associés expriment leur volonté d'acquérir, ils sont, sauf convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement.

Si aucun associé ne se porte acquéreur, ou s'il existe un reliquat parce que les demandes reçues ne portent pas sur la totalité des parts, la Société peut faire acquérir les parts par un tiers agréé par la gérance. La Société peut également procéder au rachat des parts en vue de leur annulation.

Devront être notifiés à l'associé cédant le nom du ou des cessionnaires proposés ou l'offre d'achat par la société ainsi que le prix offert.

En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, le tout sans préjudice du droit du Cédant de conserver ses parts.

Si aucune offre d'achat n'est faite au Cédant dans le délai de six mois à compter de la dernière notification faite par celui-ci, l'agrément est réputé acquis, à moins que les autres associés, n'aient décidé, dans le même délai, la dissolution de la Société, décision que le cédant peut rendre caduque s'il notifie à la Société, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sa renonciation au projet initial de cession dans le délai d'un mois à compter de l'intervention de la décision de dissolution.

Article 17. - Donation - Transmission par décès des parts sociales

Les donations et les transmissions des parts sociales par décès sont soumises aux mêmes conditions d'agrément que les cessions susvisées.

Article 18. - Nantissement

Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement constaté soit par acte authentique, soit par acte sous seing privé signifié à la société ou accepté par elle dans un acte authentique.

Le nantissement donne lieu à la publicité décrite aux articles 53 à 57 du décret n.78-704 du 3 juillet 1978.

Tout associé peut obtenir des autres associés leur consentement à un projet de nantissement dans les mêmes conditions que leur agrément à une cession de part.

Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation soit notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société.

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté, ils sont, sauf clause ou convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détiennent antérieurement.

Si aucun associé n'exerce cette faculté, la société peut racheter les parts elle-même, en vue de leur annulation.

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres associés ont donné leur consentement doit pareillement être notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société.

Les associés peuvent, dans ce délai, décider la dissolution de la société ou l'acquisition des parts dans les conditions prévues aux articles 1862 et 1863 du Code civil.

Si la vente a eu lieu, les associés ou la société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue par l'article 1867 du Code civil. Le non-exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

TITRE V. - GÉRANCE. DÉCISIONS COLLECTIVES

Article 19. - Gérance. Désignation. Démission. Révocation

La société est gérée par un (ou plusieurs) gérant(s), associé(s) (ou non), personne(s) physique(s) (ou morale(s)), désigné(s) pour une durée déterminée (ou non), par décision ordinaire des associés.

Un gérant peut démissionner sans avoir à justifier sa décision à la condition de notifier celle-ci à chacun des associés ainsi qu'aux autres gérants, par lettre recommandée postée trois mois avant la clôture de l'exercice en cours, sa décision ne prenant effet qu'à l'issue de cette clôture.

Elle expose néanmoins le démissionnaire à des dommages et intérêts si la cessation de ses fonctions cause un préjudice à la société.

Le premier gérant de la société est Mr Yannick LELANDAIS, associé, lequel exerce son mandat sans limitation de durée.

La démission n'est recevable en tout état de cause (si le gérant est unique) qu'accompagnée d'une convocation de l'assemblée des associés en vue de la nomination d'un ou plusieurs nouveaux gérants.

Les associés peuvent mettre fin avant terme au mandat d'un gérant, par décision collective ordinaire.

La révocation peut également intervenir par voie de justice pour cause légitime. Tout gérant révoqué sans motif légitime a droit à des dommages et intérêts.

La nomination et la cessation de fonctions du gérant donnent lieu à publication dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Ni la société, ni les tiers ne peuvent, pour se soustraire à leurs engagements, se prévaloir d'une irrégularité dans la nomination ou dans la cessation des fonctions d'un gérant, dès lors que ces décisions ont été régulièrement publiées.

Article 20. - Gérance. Pouvoirs

Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la société par les actes entrant dans l'objet social.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus à l'alinéa précédent. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous les actes entrant dans l'objet social que demande l'intérêt social.

Les décisions d'acquiescer ou de vendre un immeuble social, d'emprunter, de se porter caution ou consentir toute sûreté réelle sur les immeubles sociaux ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées par l'assemblée extraordinaire des associés.

Article 21. - Gérance. Rémunération

Le ou chacun des gérants exercera ses fonctions gratuitement.

Toutefois, tout gérant a droit au remboursement de ses frais de déplacement et représentation engagés dans l'intérêt de la société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Article 22. - Gérance. Responsabilité

Chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes fautes, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage.

Si une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Article 23. - Décisions collectives. Nature. Majorité

Les décisions collectives des associés sont dites ordinaires ou extraordinaires.

1°) Sont de nature extraordinaire, toutes les décisions emportant modification, directe ou indirecte, des statuts ainsi que celles dont les présents statuts exigent expressément qu'elles revêtent une telle nature ou encore celles qui exigent d'être prises à une condition de majorité autre que celle visée ci-dessous. L'assemblée générale extraordinaire peut décider notamment :

- l'augmentation ou la réduction du capital social;
- la prorogation de la société;
- sa dissolution;
- sa transformation en société de toute autre forme.

Les décisions extraordinaires ne pourront être valablement prises que si elles sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant les deux tiers au moins du capital social.

2°) Sont de nature ordinaire toutes décisions collectives qui ne sont pas dans le champ d'application des décisions de nature extraordinaire, notamment :

- celles s'appliquant à l'approbation du rapport écrit d'ensemble des gérants sur l'activité de la société au cours de l'année civile écoulée (ou : de l'exercice écoulé) comportant l'indication des bénéfices réalisés ou des pertes encourues.
- celles s'appliquant à l'affectation et à la répartition des résultats.

Les décisions de nature ordinaire sont prises à la majorité des voix attachées aux parts créées par la société.

Article 24. - Décisions collectives. Modalités

Les décisions collectives des associés s'expriment, soit par la participation de tous les associés à un même acte, authentique ou sous seing privé, soit en assemblée.

Les assemblées générales ordinaires ou extraordinaires sont convoquées par le gérant
Les associés sont convoqués quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée par lettre recommandée.

La lettre contient indication de l'ordre du jour de telle sorte que le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

Dès la convocation, le texte du projet de résolutions proposées et tout document nécessaire à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés soit par simple lettre, soit à leurs frais par lettre recommandée.

Lorsque l'ordre du jour porte sur la reddition de compte, la communication desdites pièces et documents a lieu dans les conditions relatives à l'article 26 ci-après.

Un associé non gérant peut à tout moment, par lettre recommandée, demander au gérant de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée.

Si le gérant fait droit à la demande, il procède à la convocation des associés ou à leur consultation par écrit.

Si le gérant s'oppose à la demande ou garde le silence, l'associé demandeur peut, à l'expiration d'un délai d'un mois à dater de sa demande, solliciter du président du tribunal de grande instance, statuant en la forme des référés, la désignation d'un mandataire chargé de provoquer la délibération des associés.

Chaque associé ne peut se faire représenter que par son conjoint ou un autre associé porteur d'un pouvoir dont la forme est arrêtée par le ou les gérants.

La délibération ne peut porter sur aucun autre objet que ceux visés dans l'ordre du jour.

L'assemblée est réunie au siège social ou au domicile du gérant, ou de l'un des gérants s'ils sont plusieurs.

Elle est présidée par le gérant ou le plus âgée des gérants; il est constitué un bureau comprenant outre le président et un secrétaire qui peut être pris en dehors des associés.

Il est tenu une feuille de présence indiquant les noms, prénoms et domicile des associés présents ou représentés ainsi que le nombre de parts possédées par chacun d'eux. Cette feuille sera signée par tous les associés présents, soit en leur nom personnel, soit en qualité de mandataire des associés représentés, et certifiée exacte par les membres du bureau.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à son nombre de parts sociales.

Les délibérations de l'assemblée sont constatées par des procès-verbaux transcrits sur un registre spécial et signés par les membres du bureau, dans les conditions des articles 44 et 45 du décret n°78-704 du 3 juillet 1978.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le gérant unique, ou s'ils sont plusieurs par l'un d'entre eux.

La détermination, même à l'égard des tiers, des membres de l'assemblée, peut résulter de la simple indication de leur nom au procès-verbal.

Article 25. - Année sociale

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Article 26. - Comptes sociaux. Approbation

La gérance doit tenir une comptabilité claire et précise, conforme aux usages en vigueur.

Les comptes de l'année écoulée sont présentés pour approbation aux associés dans le rapport écrit d'ensemble du ou des gérants sur l'activité sociale pendant l'année écoulée dans les six mois de la date de clôture de la période de référence et au moins une fois par an.

Devront être joints à la lettre de convocation le texte du projet de résolutions, le rapport des organes de surveillance ou des commissaires aux comptes s'il y a lieu, le rapport d'ensemble sur les activités de la société ainsi que tous documents nécessaires à l'information des associés, conformément aux dispositions de l'article 41 du Décret du 3 juillet 1978. Les mêmes documents sont, à compter de la notification de la convocation, tenus à la disposition des associés au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

En cas de constatation de la décision par acte signé de tous les associés, cet acte doit contenir mention expresse de la notification du rapport faite à chaque associé, au moins quinze jours avant la date d'intervention de cet acte.

Article 27. - Résultats. Affectation et répartition

Après approbation du rapport d'ensemble du ou des gérants, les associés décident de porter tout ou partie du bénéfice à un ou plusieurs comptes de réserves, générales ou spéciales, dont ils déterminent l'emploi et la destination, ou de les reporter à nouveau ; le surplus du bénéfice est réparti entre les associés, proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. Il est inscrit à leur crédit dans les livres sociaux, ou versé effectivement à la date fixée, soit par les associés, soit, à défaut, par la gérance.

Les pertes, s'il en existe, et après imputation sur les bénéfices non répartis et sur les réserves, sont supportées par les associés proportionnellement au nombre de parts leur appartenant.

TITRE VI. - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 28. - Transformation

La décision de transformation de la Société en une société en nom collectif, en commandite simple ou par actions, ou en G.I.E. sera prise à l'unanimité des associés réunis en assemblée.

La transformation de la Société soit en société civile d'un type particulier, soit en société à responsabilité limitée ou en société anonyme sera prononcée dans les conditions de majorité des décisions extraordinaires.

La transformation de la Société n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle.

Article 29. - Dissolution -

1. La Société prend fin à l'expiration du terme fixé par les statuts ou pour toute autre cause prévue par l'article 1844-7 du Code civil, et notamment par la dissolution anticipée décidée par les associés à la majorité prévue pour les modifications statutaires.

Dans le cas où la Société est dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au tribunal la dissolution anticipée de la Société.

Un an au moins avant l'expiration de la Société, les associés, statuant en assemblée dans les conditions de majorité des décisions extraordinaires, doivent être consultés à l'effet de décider de la prorogation de la Société.

2. La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la Société. Tout intéressé peut demander cette dissolution si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an.

En cas de dissolution, celle-ci entraîne la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

L'appartenance de l'usufruit de toutes les parts sociales à une même personne est sans conséquence sur l'existence de la Société.

Article 30. - Liquidation

La dissolution de la Société entraîne sa liquidation. La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci.

Pendant la durée de la liquidation, la dénomination de la Société suivie de la mention "société en liquidation", puis du nom du ou des liquidateurs, doit figurer sur tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

La collectivité des associés nomme un liquidateur, qui peut être le gérant, à la majorité simple des voix ; elle fixe ses pouvoirs et sa rémunération.

Le liquidateur dispose des pouvoirs les plus étendus, et notamment celui de pouvoir réaliser l'actif, même à l'amiable, afin de parvenir à l'entière liquidation de la Société. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à faire entreprendre de nouvelles activités par la Société, pour les besoins de la liquidation.

Le liquidateur rend compte, une fois par an, de l'accomplissement de sa mission aux associés réunis en assemblée. La décision de clôture de la liquidation est prise par les associés après approbation des comptes définitifs de liquidation.

Si la clôture de la liquidation n'est pas intervenue dans un délai de trois ans à compter de la dissolution, le ministère public ou tout intéressé peut saisir le tribunal qui fait procéder à la liquidation, ou si celle-ci a été commencée, à son achèvement.

Après paiement des dettes et remboursement du capital social, le partage de l'actif est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation aux bénéfices. Les règles concernant le partage des successions y compris l'attribution préférentielle s'appliquent au partage entre associés.

TITRE VII. - PERSONNALITÉ MORALE

Article 31.- Personnalité morale

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés effectuée selon les prescriptions réglementaires.

Jusqu'à l'intervention de l'immatriculation, les relations entre associés seront régies par les dispositions de l'article 1842 du Code civil, c'est-à-dire par celles des présents statuts et par les principes du droit applicables aux contrats et obligations, étant bien entendu que les décisions éventuelles des organes sociaux deviendront opposables aux tiers à compter de l'immatriculation, le cas échéant, après accomplissement de la publicité nécessaire.

TITRE VIII. – ASSUJETTISSEMENT A L'IMPOT SUR LES SOCIETES

Conformément à la décision unanime des associés en date du 31 juillet 2021, la société confirme la poursuite de son assujettissement à l'impôt sur les sociétés.

TITRE IX. – POUVOIRS

Article 32. - Pouvoirs

La gérance a tous pouvoirs à l'effet de procéder ou de faire procéder à l'immatriculation de la société.

Fait à INGRE, le 31 juillet 2021.

En autant d'originaux que nécessaire pour qu'un original de l'acte reste déposé au siège social et pour l'accomplissement des diverses formalités, fiscale et de publicité.

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized, somewhat abstract shape.

